

**GRAND QUARTIER GÉNÉRAL**

Service de l'accès et de la protection de l'information
1701, rue Parthenais, UO 1110
Montréal (Québec) H2K 3S7

Votre référence :

Notre référence : 1711 189

14 février 2018

OBJET : *Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) concernant le salaire des policiers.*

Madame,

Nous avons effectué l'étude de votre demande, reçue le 14 novembre 2017, visant à obtenir le nom et les salaires de certains effectifs de la Sûreté détachés à l'Unité permanente anticorruption (UPAC), plus précisément :

1. *Salaire annuel du directeur des opérations de l'UPAC, André Boulanger;*
2. *Nom et salaire du responsable du Service des enquêtes sur la corruption de l'UPAC (répondant de la Direction des opérations);*
3. *Nom et salaire du responsable du Service de filtrage et de sécurité de l'UPAC (répondant du Service de la vérification de l'intégrité des entreprises);*
4. *Noms, titres et salaires de tout autre effectif de la Sûreté occupant actuellement une fonction de directeur, cadre ou chef de service au sein de l'UPAC.*

Nous vous transmettons un tableau faisant état des renseignements demandés.

Officiers de la Sûreté du Québec prêtés à l'UPAC

Nom	Grade	Fonction	Salaire associé à l'échelon de l'échelle de traitement de base *2 *3	Prêt de services auprès de l'UPAC
André Boulanger	Inspecteur	Directeur aux opérations	128 617\$	OUI
Caroline Grenier-Lafontaine	Lieutenant	Responsable de module au Bureau des enquêtes sur la corruption	105 129\$	OUI
Christian Lebel	Capitaine	Chef du Service des enquêtes sur la corruption	118 076\$	OUI
Geneviève Leclerc	Lieutenant	Responsable de module au Bureau des enquêtes sur la corruption	105 129\$	OUI
Marie-Chantale Martin*1	Capitaine	Chef du Service de filtrage et de sécurité	115 949\$	NON
Benoît Pinet	Lieutenant	Directeur de la prévention de la corruption et de la collusion	107 058\$	OUI
Vincent Rodrigue	Lieutenant	Responsable de module au Bureau des enquêtes sur la corruption	105 129\$	OUI

*1 Marie-Chantale Martin n'est pas en prêt de services auprès du Commissaire à la lutte contre la corruption, elle est affectée à la Sûreté du Québec;

*2 Pendant la période du prêt de services, la Sûreté continue d'appliquer les modalités prévues à « *La rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec* »;

*3 Les montants ne comprennent pas les primes, allocations et/ou autres ajustements.

Vous trouverez, ci-joint, l'avis relatif au recours en révision prévu à la section III du chapitre IV de la *Loi sur l'accès*.

Veillez agréer, Madame, nos salutations distinguées.

ORIGINAL SIGNÉ

Émilie Roy
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels,